

PRESQU'ÎLE. Radioactivité : « Du mieux mais pas suffisant »

Il y aurait 250 000 m³ de stériles d'uranium en Presqu'île. Areva a nettoyé deux sites. Insuffisant pour le collectif qui y a encore trouvé des « points chauds ».

Depuis quatre ans, le collectif Cap Radioactivité n'a de cesse d'alerter l'État sur les sites radioactifs. Un sujet sensible en Presqu'île guérandaise, depuis la fermeture en 1992 de la mine d'uranium de Piriac-sur-Mer. Pendant plus de vingt ans, des minerais estimés non dangereux par l'exploitant Areva - devenue Orano - ont servi à empierrer des chemins un peu partout en Presqu'île.

Aidé par la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad), le collectif a multiplié les relevés grâce à un appareil détecteur de rayon gamma. Depuis cet été, ils ont effectué une cinquantaine d'interventions, sur le domaine public, comme sur des terrains privés à la demande des propriétaires. Le collectif estime, sur des chiffres transmis par Orano, qu'il y aurait 250 000 m³ de stériles d'uranium dans la Presqu'île. « On a relevé des pics à 11 000 coups par seconde chez des particuliers alors que le niveau naturel de radioactivité en Presqu'île est d'environ 200 c/s. Mais Areva refuse d'intervenir chez les particuliers », lance Mireille Bourdon, du collectif.

« Si la tranchée est creusée, les riverains seront davantage exposés »

Un site en particulier, un chemin à Kersalio à Guérande, inquiète particulièrement le collectif, « un point avec 1 800 c/s. Aujourd'hui, il y a un permis de construire d'une maison, à proximité de ce chemin. Pour la relier en eau et en électricité, il faut y creuser une tranchée », remarque Jean-Max Estay, de Cap Radioactivité. Après plusieurs réunions avec la mairie



En novembre, l'équipe de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire a effectué des mesures sur plusieurs sites de la Presqu'île

et la sous-préfète, Orano a été mandatée pour effectuer une étude. « Ils ont fait leurs mesures à un mètre du sol, ce qui ne donne pas le même taux. Et pour leur résultat, il font une moyenne de ces chiffres sur l'ensemble du chemin », poursuit Mireille Bourdon. Pour Orano, il est possible de creuser une tranchée sans grand risque. Ce que conteste le collectif. « Si la tranchée est creusée, il n'y aura plus d'atténuation et les riverains seront davantage exposés à une haute radioactivité. »

6 000 € pour enlever les stériles

S'appuyant sur les résultats d'Orano, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) propose de confiner les matériaux excavés pour ensuite les replacer « dans une tranchée creusée juste à côté à cet effet, ou de les acheminer vers le site de stockage à l'Escarprière au sud de Nantes ». Si c'est la première solution qui

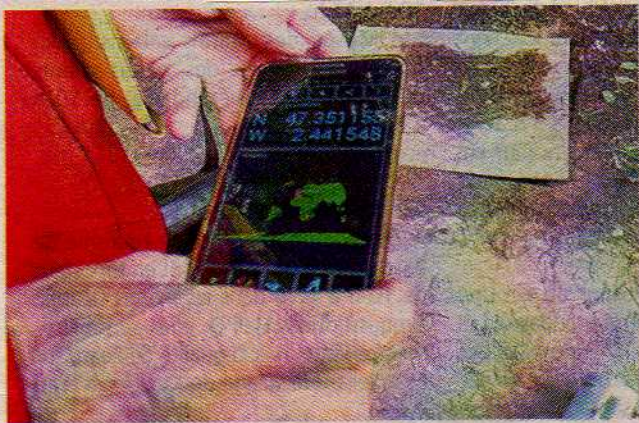
est adoptée par Orano. « C'est inacceptable » pour le collectif. « Selon la circulaire de 2013, ces déchets doivent être placés dans des installations d'anciens sites miniers ou envoyés dans des sites autorisés, en préférant la proximité », remarque Mireille Bourdon. La Dreal estime également qu'en cas de changement d'usage du terrain, c'est au propriétaire de payer l'intervention. Soit 6 000 € rien que pour enlever les stériles. « Mais ici, l'usage du chemin ne change pas. Ce n'est donc pas aux propriétaires de prendre en charge ces travaux », s'insurge le collectif.

Le collectif pointe du doigt la lenteur des services de l'État. « Nous avons eu une seule réunion en juin 2016. Et depuis rien ! » Des mesures ont été effectuées par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) en novembre 2017. « Ils ont confirmé nos mesures mais nous n'avons toujours pas reçu les résultats, c'est inadmissible. »

Deux sites nettoyés

Du côté des élus, on s'impatiente aussi. À Piriac-sur-Mer, le maire Paul Chainais attend le passage d'Areva qui doit nettoyer le parking de Port Lorec. Situé en bord de mer, plusieurs points affichent un niveau de radioactivité bien supérieur à la moyenne. La Ville a pris des mesures pour limiter l'accès à ces zones mais espère une intervention rapide de la société Areva, seule habilitée à effectuer le nettoyage. L'entreprise est déjà intervenue sur deux sites de la Presqu'île, au chemin du Bout du bois à Guérande et sur le parking de l'ancienne mine à Piriac. « Au Bout du bois, on relève encore 5 000 c/s. C'est 25 fois la valeur habituelle, s'indigne Cap Radioactivité. Il faut absolument faire pression pour que ça bouge et obliger Areva à effectuer une décontamination la plus complète possible. Pour cela, un travail législatif est indispensable. »

Mélissa Dupin



Au chemin de Kersalio à Guérande, des pics de 1 800 c/s ont été relevés par le collectif

Du radon dans un puits de La Turballe

À La Turballe, le puits communal à Coispéan semble dégager des doses inquiétantes de radon, un gaz radioactif. À la demande du collectif Cap radioactivité, des mesures de la Criirad montrent une teneur dix fois plus élevée que la référence de qualité. « Cette eau sert à l'arrosage de potager et est bue par les riverains », remarque Cap radioactivité, qui a alerté la Ville de La Turballe. « Un simple panneau « eau non potable » a été installé. Nous avons dû saisir l'Agence régionale de santé pour que le puits soit condamné. »